

LE FAIT DU JOUR

politique.union@sonapresse.com

Des avis partagés

ENTRE ceux qui estiment que depuis 2009 il n'y a jamais eu un gouvernement aussi cohérent que celui-là, et ceux qui pensent que l'équipe de Ndong Sima est composée en majorité de militants du PDG dont nombreux ont un passé pour le moins sulfureux, c'est la passe d'armes.

A.M
Libreville/Gabon

LES populations n'auront pas attendu bien longtemps pour être situées sur la composition du gouvernement de la Transition peu après la nomination jeudi dernier de Raymond Ndong Sima au poste de Premier ministre.

À peine deux jours se sont écoulés que les autorités de Transition ont annoncé samedi dernier la formation du gouvernement. Dès l'annonce de celui-ci, les interprétations ont fusé de partout, aussi bien dans les quartiers populaires, les salons feutrés que sur les réseaux sociaux au point d'inonder la toile de réactions aussi diverses que variées. Les uns soutenant ce gouvernement, tandis que les autres se montraient plus critiques à son égard en manifestant sans ambiguïté leur désapprobation.

Ceux qui pensent que le gouvernement de la transition formé le week-end écoulé correspond à celui attendu par les Gabonais, marquent leur satisfecit du fait que, depuis 2009, année au cours de laquelle Ali Bongo Ondimba est arrivé au pouvoir, aucun gouvernement n'avait été aussi cohérent que celui-là. Parce qu'il combine, selon eux, expérience professionnelle et maîtrise de l'environnement politique. En plus d'être inclusif avec la représentation de chaque composante sociale.

Un argument que balaie d'un revers de la main une bonne partie de l'opinion. Laquelle estime pour sa part que le gouvernement de la Transition ne répond pas forcément à celui



Photo: DR
Contrairement à l'arrivée au pouvoir des militaires, le gouvernement de Transition a été accueilli de manière contrastée par la population.

dont rêvaient les Gabonais. Car dans leur entendement, il compte à leur goût trop de membres issus de l'ancien système. On en dénombre à peu près une douzaine (lire

par ailleurs). En plus de cela, nombre d'entre eux ont un passé pour le moins sulfureux pour avoir été cités dans des affaires louches, pour les uns ; et pour avoir eu maille à partir avec la

justice, pour les autres. Dans ses différentes rencontres avec les forces vives de la Nation, le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema avait clairement laissé entendre que

désormais, aucune nomination aux plus hautes fonctions de l'État ne se fera sans enquête de moralité. Est-ce là le cas pour toutes les personnes promues au gouvernement ?

PA 2023 : la "grande" absente

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

QUELQUES heures après sa nomination en qualité de Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima annonçait sur les ondes d'une radio internationale qu'il mettrait en place un gouvernement "inclusif". Non sans indiquer son intention d'associer les acteurs politiques de tous bords.

Néanmoins, le "natif du canton Kyé", conscient des enjeux à court terme, a davantage privilégié des technocrates au détriment des politiques. Un choix compréhensible, si l'on se réfère à la volonté du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), dirigé par le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema.

On constate cependant que, même si pour le CTRI tous les acteurs politiques sont confondus, il n'y a plus de majorité ni d'opposition, les acteurs politiques représentés



Photo: DR
Aucun membre «d'Alternance 2023» ne figure dans le gouvernement de Transition.

dans le gouvernement sont issus de trois formations politiques. Bien entendu le Parti démocratique gabonais (PDG) se taille la part du lion avec pas moins de 8 membres, clairement identifiés comme des militants du "parti de masse". L'"ancienne majorité présidentielle" y figure également via Hervé Patrick Opiangah, président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS). S'agissant de l'opposition – sauf erreur de notre part – seul Paul-Marie Gondjout, tête de

file de l'Union nationale initiale (UNI), a été coopté par les nouveaux tenants du pouvoir. Et, sans doute, Laurence Mengue Mezoe Ndong, nommée à la Communication, Porte-parole du gouvernement. On ne peut s'empêcher de remarquer l'absence des "ténors" de l'opposition à la dernière élection présidentielle annulée par le CTRI, le 30 août passé. En effet, la "Plate-forme alternance 2023" (PA 2 023) n'a aucun représentant dans l'équipe de Raymond Ndong Sima,

pourtant ancien membre de ce regroupement. Si l'on comprend que les chefs de partis de la PA 2023 ne veulent pas se tirer une balle dans le pied (Ndlr : voir article 44 + de la Charte de la Transition), l'absence de leurs lieutenants suscite néanmoins des interrogations. Le nouveau locataire de l'immeuble du 2-Décembre ne veut-il plus conjuguer avec la PA 2023 ? L'affaire "Jocktane-Gnembou" serait-elle pour quelque chose dans la mise à l'écart de la PA 2023 ?